

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1646>



Constituante : sortir de la confusion

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : lundi 17 juin 2019

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Combien de temps encore allons-nous refuser de voir l'éléphant qui se tient devant nous ? Regardons la réalité en face : les institutions empêchent toute expression crédible et juste de la volonté des citoyens.

Les résultats cataclysmiques des européennes ne sont qu'une illustration de plus de cette perversion systémique. Déjà, la présidentielle de 2017 avait été une caricature. Focalisée sur 4 candidats dans un mouchoir de poche, mais donnant finalement à l'un d'entre eux la totalité du pouvoir, elle pose avec force une question tabou : la légitimité de ce pouvoir.

Les élections européennes, déformées par la domination artificielle de 2 personnages censés préparer la prochaine présidentielle, interrogent également sur les aspirations bizarres de ceux qui prétendent vouloir changer les règles du jeu, tout en les acceptant, pour immanquablement perdre à la fin.

Depuis plus de 10 ans, l'Association pour une Constituante insiste sur la nécessité de l'élection en France d'une assemblée constituante. Et depuis plus de 10 ans, nous nous heurtons aux mêmes dénis, aux mêmes refus *a priori*.

A droite, l'attachement viscéral à une 5ème République, qui pourtant n'existe plus, est justifié au nom de la stabilité institutionnelle, mais cette préoccupation occulte une crise économique, sociale et politique profonde et pérenne. Cette position de principe masque souvent aussi une peur plus ou moins irraisonnée du peuple, pourtant souverain d'après l'article 3 de la Constitution de 1958.

A gauche, des discours mythiques, fondés sur l'idée fausse que le peuple serait par nature de gauche, empêchent d'embrasser dans sa totalité la question démocratique. Cette vision, quelque peu possessive, oublie que ses passages au pouvoir ont fait perdre à la gauche une grande partie de son autorité morale. En 1981, François Mitterrand ne prétendait-il pas déjà : « mon objectif, vous rendre le pouvoir » ? On sait ce qu'il advint.

Devant le champ de ruines laissé par les derniers scrutins, le changement de règle du jeu devient une ardente nécessité. J'avais déjà eu l'occasion, il y a quelques années, de souligner l'alternative devant laquelle nous nous trouvons, à savoir : « Bonapartisme ou Constituante ». Cela paraît plus clair que jamais.

S'il faut se féliciter que le mot Constituante se répande, il faut néanmoins en clarifier le sens et l'objectif.

L'irruption des gilets jaunes dans le paysage français a obligé à repenser « peuple », mot volontairement occulté par nos dirigeants quand il n'est pas disqualifié au travers du mot « populisme ». De ce point de vue, et même si le mouvement en lui-même n'est pas victorieux -pouvait-il l'être ? -, il s'agit d'une victoire idéologique. Les événements ont soulevé le tapis sous lequel les dirigeants cachaient le malaise démocratique.

Le peuple n'appartient à personne et à aucun parti. Il est lui-même, autonome et porteur de la souveraineté. Il ne s'agit pas de le mythifier car il n'est pas exempt d'erreurs et de dérapages. La classe dirigeante elle-même en est-elle exempte ? Il s'agit de reconnaître au peuple, en tant que communauté politique des citoyens, son rôle et sa place.

En ce sens, les tentatives destinées à faire de la Constituante un étendard du rassemblement de la gauche sont nuisibles et contreproductives. Elles maintiennent la discussion dans le cadre d'un jeu politique inadapté aux défis du

moment.

Installer la Constituante sur la base de la présidentielle, devenue clef de voute de la personnalisation excessive de la vie politique, est contradictoire avec l'objectif affiché de renouer avec le respect dû aux électeurs. Elle est vouée à l'échec.

Il n'est pas question de construire un nouveau leadership, mais de savoir comment accompagner la reconstruction du corps politique. Face aux défis économiques, sociaux, géopolitiques, climatiques, notre pays a d'abord besoin de son peuple et non pas de tel ou tel sauveur.

Le combat pour l'élection de la Constituante permet de revenir aux enjeux fondamentaux : réaffirmer le suffrage universel contre toutes les attaques qu'il subit, réinvestir le citoyen de ses droits naturels, reconstruire le peuple souverain conformément à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Objectif démocratique, pacifique et rassembleur, la Constituante doit émaner des communes et des quartiers, berceaux de la démocratie. Les citoyens doivent s'emparer de cet outil libérateur pour en imposer l'idée et le processus au plus tôt. Cette volonté, une fois clairement exprimée, dominera le débat public et non pas telle ou telle stratégie politique. Ce débat portera évidemment aussi, à partir de la riche expérience de l'histoire de France et des discussions qui ont déjà lieu dans le pays, sur les modalités d'élection de la Constituante.

Aujourd'hui où la Constituante est à l'ordre du jour, il faut rejeter tous les discours qui évoquent les difficultés avant de parler de la volonté. Depuis quand faut-il être certain de gagner pour engager une bataille ? Aucune victoire de la liberté n'a été obtenue en pensant d'abord aux contraintes.

André Bellon

Président de l'Association pour une Constituante

Ancien Président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale